

Seconde crise de Berlin

Consigne : en analysant le document, vous montrerez en quoi la ville de Berlin, tout comme ce texte, sont représentatifs de la guerre froide.

Les gouvernements des États membres du pacte de Varsovie¹ s'efforcent depuis de nombreuses années d'obtenir un règlement pacifique de la question allemande. [...]

C'est un fait généralement reconnu que le gouvernement de l'Union soviétique, avec l'accord total et le soutien de tous les États membres de l'organisation du traité de Varsovie, est entré en contact avec les gouvernements des pays qui ont participé à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne pour leur proposer de conclure un traité de paix avec les deux États allemands et de régler sur cette base la question de Berlin-Ouest en accordant à la ville un statut de cité libre et démilitarisée². [...]

Les gouvernements des puissances occidentales n'ont jusqu'ici manifesté aucune volonté d'arriver à une solution concertée de cette question par l'intermédiaire de négociations entre toutes les parties intéressées. Bien plus, les puissances occidentales ont répondu aux propositions pacifiques des pays socialistes en accélérant leurs préparatifs militaires, en développant une campagne d'hystérie guerrière et en menaçant d'utiliser la force des armes. [...]

Mettant à profit l'absence d'un traité de paix, les forces d'agression accélèrent le rythme de la militarisation de l'Allemagne occidentale et de la mise sur pied de la Bundeswehr³ en l'équipant avec les armes des types les plus récents. Les revanchards ouest-allemands demandent ouvertement que des armes nucléaires et des fusées soient mises à leur disposition.

Les gouvernements des puissances occidentales encouragent de toutes les manières le réarmement de l'Allemagne occidentale, violant de façon grossière les accords internationaux les plus importants, qui prévoyaient l'élimination du militarisme allemand et l'interdiction de sa renaissance sous quelque forme que ce soit.

Loin de s'efforcer de normaliser la situation à Berlin-Ouest, les puissances occidentales ont au contraire continué à se servir intensivement de la ville comme d'un centre d'activités subversives à l'encontre de la République démocratique allemande et de tous les autres pays du camp socialiste.

En aucun point du monde on ne peut découvrir autant de centres d'espionnage et de subversion qu'à Berlin-Ouest, et en aucun autre point du monde de tels centres ne peuvent agir avec une aussi grande impunité. Ces innombrables centres de subversion font passer leurs agents clandestinement sur le territoire de la RDA, où ils se livrent à toutes sortes d'activités subversives, où ils recrutent des espions et incitent les éléments hostiles à organiser des sabotages et à provoquer des troubles dans la République démocratique allemande.

La situation existant actuellement en ce qui concerne les communications aux limites de Berlin-Ouest est également mise à profit par les cercles dirigeants de la République fédérale allemande et par les agences d'espionnage des pays de l'OTAN pour miner l'économie de la RDA.

Les autorités gouvernementales et militaires de la République fédérale allemande, en usant de la tromperie, du chantage et de la corruption, incitent certains éléments installés en RDA à partir pour l'Allemagne de l'Ouest. [...]

1 Le pacte de Varsovie est une alliance militaire (« traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle ») entre l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, signée le 14 mai 1955. C'est la réponse à l'entrée de la RFA au sein de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) le 6 mai 1955.

2 Proposition de Nikita Krouchtchev dans sa note du 27 novembre 1958 aux États-Unis, au Royaume-Uni, à la France et à la RFA, exigeant le départ de Berlin sous six mois des troupes d'occupation. La réponse commune des occidentaux le 31 décembre 1958 réaffirme leur droit d'être à Berlin et propose des négociations concernant l'ensemble de l'Allemagne.

3 La Bundeswehr désigne les forces armées de la République fédérale allemande ; elle a été fondée en 1955.

En face des menées agressives des forces réactionnaires de la République fédérale allemande et de ses alliés au sein de l'OTAN, les États membres du pacte de Varsovie ne peuvent pas ne pas prendre les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité et, en premier lieu, la sécurité de la République démocratique allemande, et cela dans l'intérêt du peuple allemand lui-même.

Les gouvernements des États membres du pacte de Varsovie proposent à la Chambre du peuple et au gouvernement de la RDA ainsi qu'à tous les travailleurs de la RDA, d'établir aux frontières de Berlin-Ouest un système capable de fermer à coup sûr la route aux activités subversives contre les pays du camp socialiste, et prévoyant la création autour de tout le territoire de Berlin-Ouest, y compris sur sa frontière avec Berlin démocratique, de mesures de sauvegarde et de contrôle efficaces⁴.

Il va sans dire que ces mesures ne doivent pas modifier la situation actuelle en ce qui concerne le trafic et le contrôle sur les voies de communication entre Berlin-Ouest et l'Allemagne de l'Ouest.

Les gouvernements des pays membres du pacte de Varsovie se rendent naturellement compte que les mesures de protection prises aux frontières de Berlin-Ouest vont entraîner certains inconvénients pour la population. Mais l'entière responsabilité de la situation existante incombe exclusivement aux puissances occidentales, et en premier lieu à la République fédérale allemande.

Si les frontières de Berlin-Ouest sont restées jusqu'ici ouvertes, ce n'était que dans l'espoir que les puissances occidentales n'abuseraient pas de la bonne volonté manifestée par le gouvernement de la République démocratique allemande. Mais les puissances occidentales, sans se soucier des intérêts du peuple allemand et de la population de Berlin ont mis à profit le système actuellement en vigueur aux frontières de Berlin-Ouest pour atteindre leurs objectifs perfides et réaliser leurs menées subversives. Le renforcement de la protection et des contrôles à la frontière de Berlin-Ouest doit mettre fin à la situation anormale qui prévaut actuellement.

En même temps les gouvernements des États membres du pacte de Varsovie estiment nécessaire de souligner que l'obligation de prendre de telles mesures disparaîtra lorsqu'un règlement pacifique du problème allemand sera obtenu et que les problèmes qui attendent leur solution seront réglés sur cette base.

Déclaration des pays membres du pacte de Varsovie⁵ relative à Berlin, 13 août 1961.

Fonte de caractères utilisée : [Linux Libertine G](http://www.librecours.eu). Documents et cours disponibles sur www.librecours.eu

4 La frontière est fermée à partir de la nuit du 12 au 13 août 1961. Les barbelés sont mis en place le dimanche 13 août.

5 Déclaration en marge du sommet du pacte de Varsovie, réuni à Moscou.